



LA MURAILLE BLEUE

Une politique migratoire qui camoufle une crise avant tout institutionnelle et politique en Europe.

L'histoire de ces dernières années prouve cruellement que les Etats savent provoquer les migrations mais ne savent pas les accueillir. La mise sous silence de la responsabilité des pays européens dans le dénouement du scénario migratoire dans son flanc Sud (Libye) et Est (Syrie) traduit parfaitement la prise en otage des débats par des considérations politiciennes. La réponse des gouvernements européens face aux défis que pose la gestion des flux migratoires s'aligne à l'échelle continentale sur les positions populistes de la droite qui se sont accaparées l'opinion publique. Les élections dans les différents pays européens ont ainsi pris la forme d'une succession de référendums populaires sur l'immigration, dont l'exemple le plus récent est la victoire du mouvement 5 étoiles en Italie, mettant au second plan les questions fondamentales relatives à l'impasse actuelle du projet européen.

Ce glissement n'épargne pas les mouvements de gauche dont le discours sur les valeurs de justice et d'égalité n'atteint plus les électeurs face à de redoutables orateurs populistes et alarmistes qui ont fait de l'homogénéité culturelle et identitaire leur cheval de Troie. Nous sommes témoins en Allemagne, aux Pays-Bas et même dans les pays nordiques historiquement progressistes, de la mise en place d'un nouveau paradigme relayé à coups de « Policy papers » et d'acrobaties linguistiques pour reconsidérer la position traditionnelle de la famille socio-démocrate. Face à des contextes nationaux contraignants balisés par les échéances électorales à venir, cet « instinct de survie », supposé permettre à ces partis politiques de reconquérir un électorat en perdition depuis plusieurs années, alimente un cercle vicieux qui prône une normalisation progressive et durable à l'échelle du continent des idées de la droite radicale, érodant la capacité d'indignation des populations et criminalisant au passage la solidarité entre les Hommes.

La manipulation des chiffres est désormais une arme politique et relaie au second plan la responsabilité des uns et des autres.

Faire abstraction du fait que 80% des migrations africaines restent sur le continent africain¹, que l'Afrique abrite le plus grand nombre de déplacés au monde (24,2 millions relevant de la compétence du HCR en Afrique en 2017 ; 34%)², que la Libye constituait la destination d'excellence des travailleurs africains, que la présence de main-d'œuvre étrangère en Europe répond à une demande du marché du travail et contribue à la pérennisation des systèmes de sécurité sociale, que la présence de travailleurs migrants en situation irrégulière est une politique économique de main-d'œuvre à bas coûts qui profite à plusieurs secteurs stratégiques tels que l'agriculture ou le bâtiment, que les pays d'origine sont vidés de leurs compétences sans aucune

considération aux répercussions à long terme, que la migration tire également ses origines de l'exode rural et de l'absence de politiques agricoles dans la majorité des pays d'Afrique de l'Ouest, que les effets des changements climatiques risquent d'accentuer les flux migratoires (potentiellement 86 millions de déplacés climatiques en Afrique de l'Ouest d'ici 2050)³, que les richesses du continent sont accaparées par une minorité sans pour autant remettre en question la gouvernance des politiques d'aide au développement...

Tous ces éléments d'appréciation, dilués dans une rhétorique populiste et simpliste, font défaut et détournent les citoyens européens des véritables questions qui se posent aux élus qu'ils ont mis en place. Dans ces conditions, le développement de réponses porteuses de progrès économique et social, indispensables aux exigences historiques et aux aspirations des populations des deux rives de la Méditerranée, devient tout simplement inaccessible et prend la forme d'une confrontation de plus en plus dangereuse.

Une politique européenne courttermiste en rupture avec la réalité du continent africain

L'acharnement à penser pouvoir stopper la migration empêche le développement de solutions durables. Même si Bruxelles a beau se réjouir aujourd'hui de la baisse des arrivées irrégulières sur le continent européen (baisse de 60% en 2017 par rapport à 2016)⁴, la politique migratoire, principalement axée sur l'approche sécuritaire, prend la forme d'un colmatage de brèches qui essoufflera rapidement la coopération intergouvernementale.

La militarisation de la Mer Méditerranée par le biais d'une agence européenne Frontex qui devrait être renforcée de 10 000 garde-frontières et garde-côtes d'ici 2020⁵, l'externalisation des frontières avec l'injonction faite aux pays de l'Afrique du Nord d'installer des centres de rétention sans aucun égard à la souveraineté des pays et en totale opposition avec le droit international en

vigueur depuis 80 ans, traduisent les dérives de la politique migratoire de l'Europe qui repose désormais, exclusivement, sur une politique d'aide conditionnée. L'illusion qu'un barrage sur lequel se briseraient les flux migratoires soit la solution relève pourtant de l'utopie bureaucratique et risque d'alimenter des conflits entre pays africains, déstabilisant encore plus l'ensemble du voisinage Sud de l'Europe.

Que cela soit au niveau des pays supposés constituer la première ceinture frontalière au Sud de l'Europe (pays du Maghreb) ou de la deuxième ceinture (pays sahéliens), l'octroi de matériels militaires et policiers flambant neuf, puisant dans le potentiel des ressources de l'aide au développement, ne permet pas de contrôler des territoires gigantesques sur lesquels les routes migratoires traditionnelles se diversifient dans le but de contourner les différents barrages et contrôles. La pression exercée sur des Etats faibles



renforce l'autoritarisme sur un continent africain déjà fragile et gangré par la corruption. En outre, les candidats à la migration, face à l'absence d'alternatives pour répondre à leurs aspirations à une vie meilleure, s'exposent à davantage de risques en continuant à faire appel aux circuits mafieux et autres bandes armées qui profitent de l'aval des populations locales en mal de revenus. Dans ce contexte, la politique migratoire européenne actuelle érige progressivement et inévitablement les pays d'Afrique du

Nord, en dernier rempart avant la muraille bleue, ignorant ou au mieux sous-estimant les intérêts stratégiques que ces pays partagent avec leur continent.

Continuer à faire abstraction des liens géographiques, sociaux, économiques et culturels qui unissent les pays d'Afrique du Nord à leur propre continent constitue le principal handicap de la politique européenne actuelle de voisinage. Il est évident que les enjeux dépassent le carrefour méditerranéen pour embrasser les continents qui se rejoignent en son sein. Le développement de l'Afrique, continent de 2,5 milliards d'individus d'ici 2050 (INED, sep. 2017)⁶, constitue donc la pierre angulaire des relations politiques et économiques des prochaines décennies. La solution est évidemment complexe et porte le défi de l'équilibre entre solidarité nationale et internationale.

Un défi dans lequel la proximité des peuples du bassin méditerranéen pourrait constituer un catalyseur.

L'Afrique comme option au coeur du projet social solidaire Euro-Med

Décloisonner le partenariat avec les pays de la rive Sud pour conjuguer les intérêts dans une dimension africaine pourrait constituer la stratégie la plus cohérente et la plus fructueuse en vue de consolider la Méditerranée comme un espace de paix et de progrès social. La coopération sud-nord doit désormais s'articuler à la coopération sud-sud pour relever les défis communs en matière de développement inclusif : transformation structurelle de l'économie, emploi des jeunes, recherche scientifique, changements climatiques et gestion des ressources naturelles.

Permettre aux pays de la rive sud de la Méditerranée de jouer pleinement ce rôle, ou du moins ceux qui l'inscrivent dans leur stratégie de développement et de négociation avec l'Europe,

appelle à un recalibrage de la coopération et des accords de partenariat, pour en faire clairement des leviers de développement prenant en considération l'intérêt du continent africain dans son ensemble. Le Maroc et plus récemment la Tunisie⁷ s'inscrivent dans cette orientation stratégique et pourraient constituer des relais en mesure de renforcer les mécanismes institutionnels de coopération, alimenter un maillage d'opérateurs techniques et économiques plus dense, et ainsi renforcer les résultats des programmes de développement en Afrique, à même de contribuer à une répartition plus équitable des richesses.

Une expérimentation qui ne peut néanmoins se cantonner à une approche institutionnelle, au Nord comme au Sud, mais qui doit puiser de nouvelles ressources dans les acteurs de la société civile et les partenaires sociaux. La proximité et l'expérience des réseaux Euro-Med et autres groupes de réflexion informels constitueraient dans cette configuration un atout central et permettraient de réintégrer les enjeux de démocratisation et de gouvernance dans la recherche de solutions durables⁸ et l'orientation et le suivi des politiques de coopération.

Face à une Europe aujourd'hui ancrée dans la paranoïa, un tel scénario reste tributaire d'une impulsion des Etats et des organisations nationales du Sud. Un scénario à la portée du Maroc et de la Tunisie, deux pays qui profitent du dynamisme de leur société civile, et pour lesquels consolider la gouvernance participative reviendrait à augmenter leur marge de manoeuvre en termes de négociations avec l'Europe tout en promouvant leur propre stratégie sur le continent africain. Une démarche volontariste qui ferait à terme des pays de l'Afrique du Nord des moteurs de l'intégration régionale et les partenaires stratégiques de l'UE pour accompagner le codéveloppement du continent africain.

Directement concernées par la dégradation continue de la situation, les organisations de masse que sont les syndicats ont d'ores et déjà ouvert une voie. L'initiative portée par 24 syndicats appartenant aux trois régions : Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord et Europe qui se sont constitués depuis 2014 en un réseau (Réseau Syndical Migrations Méditerranéennes Subsahariennes – RSMMS⁹) expérimente une coopération entre syndicats de pays d'origine, de transit et d'accueil. Une concertation et une coordination transrégionales qui traduisent parfaitement les

réponses en mesure d'être apportées, dans une perspective d'un « travail décent pour tous »¹⁰, pour lutter contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants, prendre en charge la défense des travailleurs irréguliers et alimenter des pistes pour développer des mécanismes de migration légale. Des solutions crédibles en mesure de contribuer à la conscientisation de leurs bases syndicales et de l'opinion publique en général face aux enjeux présents et futurs de la mobilité humaine, tout en éloignant le spectre d'une fracture du dialogue entre les peuples de la région¹¹ ◀

**Spécialiste en développement des ressources syndicales et coopération syndicale internationale (Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest et Europe) & Directeur du projet régional Promoting migration governance PROMIG-FES (2017-2020) de la Fondation Friedrich Ebert en Tunisie*

¹ Selon Sylvie Bredeloup. Voir l'article d'Ibrahima Bayo JR. « 80% de la migration sur le continent est intraafricaine », *La Tribune Afrique*, du 17 avril 2017. <https://afrique.latribune.fr/politique/politique-publique/2017-04-17/anti-cliche-80-de-la-migration-en-afrique-ne-sefait-pas-vers-les-pays-du-nord-interview.html>

² UNHCR Rapport Global 2017. Résumés régionaux-Afrique, pp. 60-79 (voir notamment : p. 5 ; p. 60 ; p. 62). http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/gr2017/pdf/GR2017_French_Full_lowres_FR.pdf

³ Rapport de la Banque Mondiale « Groundswell – Se préparer aux migrations climatiques internes », mars 2018.

⁴ Rapport de Frontex sur l'analyse des risques pour 2018, publié en février 2018 (voir p. 18). [https://frontex.europa.eu/assets/Publications/](https://frontex.europa.eu/assets/Publications/Risk_Analysis/Risk_Analysis/Risk_Analysis_for_2018.pdf)

[Risk_Analysis/Risk_Analysis/Risk_Analysis_for_2018.pdf](https://frontex.europa.eu/assets/Publications/Risk_Analysis/Risk_Analysis/Risk_Analysis_for_2018.pdf)

⁵ Voir l'article « Frontex : comment arrive-t-on au chiffre de 10 000 personnes promis par le Conseil européen » publié dans *Bruxelles 2*, le 4 juillet 2018. <https://www.bruxelles2.eu/2018/07/04/comment-arrive-t-on-a-un-effectif-de-10-000-personnes-pour-frontex/>

⁶ INED. 2017. *Tous les pays du monde (étude biennale). Population et société, bulletin mensuel d'information de l'Institut national d'études démographiques*, n° 547. https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/26889/547.population.societes.septembre.2017.tous.les.pays.du.monde.fr.pdf

⁷ Après deux ans de négociations, la Tunisie a officiellement adhéré en juillet 2018 au Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) qui compte 500 millions d'habitants. Cet acquis vient consolider le statut d'observateur au sein de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) obtenu depuis 2017.

⁸ En Tunisie, l'adoption à l'unanimité de la Loi organique n°2016-61 du 3 août 2016 relative à la prévention et la lutte contre la traite des personnes est l'aboutissement d'un processus politique et sociétal.

⁹ Le RSMMS est un partenaire stratégique du projet régional Promoting Migration Governance PROMIG-FES (2017-2020) de la Fondation Friedrich-Ebert en Tunisie. <http://www.fes-mena.org/fr/projets/promig-fes-2017-2020/>

¹⁰ Voir note stratégie du RSMMS 2018-2019 « L'articulation de l'action syndicale au service du travail décent des migrants ».

¹¹ Voir aussi : *More unity and solidarity: Two things we need for migration governance in Africa*. Sami Adouani (nov. 2017). Ed. FES Connect. Friedrich-Ebert-Stiftung.

<https://www.fes-connect.org/in-pipeline/more-unity-and-solidarity-two-things-we-need-for-migration-governance-inafrica/>

ECOMONDO

THE GREEN TECHNOLOGIES EXPO

Economie Verte & Circulaire

6-9
Novembre
2018

Rimini Italie

22^{ème} Salon international du recyclage de matériaux et d'énergie et du développement durable

ecomondo.com



EN CONCOMITANCE AVEC

KEY ENERGY

ORGANISÉ PAR

ITALIAN EXHIBITION GROUP
Providing the future

EN COLLABORATION AVEC

ITCA
ITALIAN TRADE AGENCY
ICE - Italian Trade Commission
Trade Promotion Office of the Italian Embassy